

DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

EXTRAIT du PROCÈS-VERBAL des DÉLIBÉRATIONS

2ème RÉUNION DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE 2020

Séance du 29 et 30 avril 2020

CD20200429_19
id. 5062

Les 29 et 30 avril 2020, les membres du Conseil départemental légalement convoqués se sont réunis en assemblée départementale par le moyen de la téléconférence en vertu de l'article 6 de l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020. Monsieur le Président Christian ASTRUC, a présidé la réunion à l'hôtel du Département.

*Nombre de membres du Conseil départemental : 30
Quorum : 10.*

Sont présents :

M. ALBUGUES, M. ASTRUC, Mme BAULU, M. BEQ, M. BERTELLI, M. BESIERS, Mme BOURDONCLE, Mme CABOS, Mme DEBIAIS, M. DEPRINCE, M. DESCAZEAUX, Mme FERRERO, M. GONZALEZ, M. HEBRARD, M. HENRYOT, M. MARDEGAN, Mme MAURIEGE, Mme MORVAN, Mme NEGRE, Mme RIOLS, Mme SARDEING-RODRIGUEZ, Mme TURELLA-BAYOL, M. VIGUIE, M. WEILL

Sont représenté(s) :

Mme BAREGES (pouvoir à Mme FERRERO), M. BAYLET (pouvoir à Mme NEGRE), Mme COLOMBIE (pouvoir à M. BESIERS), Mme JALAISE (pouvoir à Mme RIOLS), Mme LE CORRE (pouvoir à M. GONZALEZ), M. ROGER (pouvoir à Mme NEGRE)

Le Président a constaté que le quorum est atteint en application de l'article 2 de l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 et que, par conséquent, l'Assemblée départementale peut valablement délibérer.

DÉLIBÉRATION

TAXE D'AMÉNAGEMENT

Instituée par la loi n°2101-1658 du 29 décembre 2010, la taxe d'aménagement

s'est substituée à toutes les taxes d'urbanisme jusque-là en vigueur, quelles soient communales ou départementales (taxe locale d'équipement, versement pour dépassement du plafond légal de densité, taxe spéciale d'équipement de la Savoie, taxe complémentaire à la taxe locale d'équipement de la région Ile-de-France, taxe départementale pour le CAUE, taxe départementale pour les Espaces Naturels Sensibles). Elle comprend une part communale ou intercommunale, une part départementale et une part pour la région Ile-de-France.

Concernant le niveau départemental, cette taxe est entrée en vigueur le 1er mars 2012. Le taux maximum applicable est fixé à 2,5 %. Chaque année, avant le 30 novembre, l'Assemblée départementale peut moduler le taux de la taxe pour une entrée en vigueur au 1er janvier de l'année suivante. La délibération est valable pour une période de un an et est reconduite de plein droit sauf nouvelle délibération de notre assemblée.

La taxe d'aménagement est due par tout bénéficiaire d'une autorisation de construire ou d'aménager. Son champ d'application recouvre la construction, reconstruction ou l'agrandissement des bâtiments, installations ou aménagements nécessitant une autorisation d'urbanisme.

L'assiette retenue pour la taxe d'aménagement est constituée par la valeur, déterminée forfaitairement par mètre carré, de la surface de construction simplifiée (somme des surfaces de plancher closes et couvertes, sous une hauteur de plafond supérieure à 1,80 m, calculée à partir du nu intérieur des façades du bâtiment, déduction faite des vides et trémies, c'est-à-dire des espaces réservés pour un escalier, un ascenseur, une cheminée, etc...).

La valeur unique du mètre carré est révisée chaque année au 1er janvier par arrêté du ministre chargé de l'urbanisme.

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Région Ile-de-France	821 €	807 €	799 €	795 €	799 €	823 €	854 €	860 €
Province	724 €	712 €	705 €	701 €	705 €	726 €	753 €	759 €
	9.70%	-1.66%	-0.98%	-0.57%	0.57%	2.98%	3.72%	0.80%

Certaines installations et aménagements bénéficient d'une taxation forfaitaire simplifiée :

- 1°) 3 000 € par emplacement pour les tentes, caravanes ou résidences mobiles de loisirs,
- 2°) 10 000 € par emplacement pour les habitations légères de loisirs,
- 3°) 200 € par mètre carré pour les piscines,

- 4°) 3 000 € par éolienne d'une hauteur supérieure à 12 mètres,
- 5°) 10 € par mètre carré pour les panneaux photovoltaïques fixés au sol,
- 6°) 2 000 € à 5 000 € par emplacement pour les aires de stationnement extérieures.

Un abattement de 50 % décidé par l'Etat est appliqué pour les catégories suivantes : les sociétés d'habitations à loyer modéré, les résidences principales pour les 100 premiers mètres carrés et les constructions abritant des activités économiques.

De plus, sont exonérées de droit de la taxe d'aménagement :

- 1°) les constructions destinées au service public ou d'utilité publique,
- 2°) les locaux d'habitation et d'hébergement bénéficiant d'un taux réduit de TVA et d'un prêt locatif aidé d'intégration,
- 3°) les surfaces d'exploitation des bâtiments agricoles abritant des serres, des récoltes, des animaux, du matériel, des locaux de production et de stockage de produits agricoles, les centres équestres de loisirs,
- 4°) les aménagements prescrits par des plans de prévention des risques,
- 5°) la reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit ou démoli depuis moins de 10 ans,
- 6°) les constructions d'une surface inférieure ou égale à 5 m².

Par ailleurs, le Département a exonéré, lors de la séance du 27 novembre 2011, de la taxe d'aménagement pour la totalité de leur surface, les logements sociaux bénéficiant du taux réduit de TVA.

Depuis 2012 le taux de la taxe d'aménagement est de 2,2 %.

Le taux d'imposition de la part départementale voté lors de la séance du BP 2016 des 12 et 13 avril s'établit à 2,2 % décomposés en 0,3 % relatif au C.A.U.E et 1,9 % au titre des espaces naturels sensibles.

Pour 2021, il est proposé de maintenir le taux de la taxe d'aménagement tel que voté pour 2020, soit 2,2 % décomposé en 0,3 % pour le C.A.U.E et 1,9 % pour les Espaces Naturels Sensibles.

*
* *

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Vu l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et l'exercice des compétences des

collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid -19,

Vu la loi n°2101-1658 du 29 décembre 2010 de finances rectificative pour 2010,

Vu l'avis de la commission des finances,

Après en avoir délibéré et procédé au vote au scrutin public par appel nominal,

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

- Décide pour 2021 de maintenir le taux de la taxe d'aménagement tel que voté pour 2020, soit 2,2 % décomposé ainsi : 0,3 % pour le C.A.U.E et 1,9 % pour les espaces naturels sensibles.

Adopté à l'unanimité.

Le Président ,

Christian ASTRUC